

**CONSERVATOIRE DE MUSIQUE, DE DANSE ET
D'ART DRAMATIQUE DE
LA GARENNE COLOMBES**
Association

Siège social :
12, avenue Foch
92250 LA GARENNE COLOMBES

SIRET 447 778 332 00016

**CONSERVATOIRE DE MUSIQUE, DE DANSE ET D'ART
DRAMATIQUE DE LA GARENNE COLOMBES**

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31 août 2024

A l'Assemblée générale de l'association « Conservatoire de musique, de danse et d'art dramatique de la Garenne Colombes »,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « Conservatoire de musique, de danse et d'art dramatique de la Garenne Colombes » relatifs à l'exercice clos le 31/08/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport, et dont le bilan fait apparaître un total de 571 107 € et un déficit de 24 452 €.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Président, dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Versailles, le 10 janvier 2025

DVA
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

Représenté par



Jean-Philippe EVRARD

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/08/2024	Net au 31/08/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	9 299	9 299		
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériels et outillages industriels	60 779	44 637	16 141	21 378
Autres immobilisations corporelles	9 057	8 735	322	1 125
Immobilisations financières				
Total I	79 135	62 672	16 463	22 503
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances usagers et comptes rattachés	4 707		4 707	
Autres créances	1 942		1 942	50 665
Autres postes de l'actif circulant				
Disponibilités	542 859		542 859	237 948
Charges constatés d'avance	5 135		5 135	3 916
Total II	554 644		554 644	292 529
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	633 779	62 672	571 107	315 032
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				



Bilan passif

	au 31/08/2024	au 31/08/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	26 544	107 537
Excédent ou déficit de l'exercice	-24 452	-80 994
Situation nette (sous-total)	2 092	26 544
Total I	2 092	26 544
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	122 765	121 120
Total III	122 765	121 120
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 559	12 190
Dettes fiscales et sociales	86 770	78 375
Produits constatés d'avance	346 920	76 803
Total IV	446 250	167 368
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	571 107	315 032

- (1) Dont à plus d'un an (a)
 Dont à moins d'un an (a)
 (2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque
 (3) Dont emprunts participatifs
 (a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

446 250

Compte de résultat

	Exercice N 31/08/2024	Exercice N-1 31/08/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	745 000	716 667
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	172	1 339
Autres produits	496 582	475 365
Total I	1 241 754	1 193 371
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	53 924	55 928
Impôts, taxes et versements assimilés	63 539	73 001
Salaires et traitements	831 826	798 529
Charges sociales	307 241	288 573
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 040	4 558
Autres charges	2 163	3 021
Total II	1 264 734	1 223 611
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-22 980	-30 240
PRODUITS FINANCIERS		
CHARGES FINANCIERES		



Compte de résultat

	Exercice N 31/08/2024	Exercice N-1 31/08/2023
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-22 980	-30 240
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	179	
Total V	179	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	5	965
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 645	49 788
Total VI	1 650	50 753
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-1 471	-50 753
Total des produits (I+III+V)	1 241 932	1 193 371
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 266 384	1 274 364
EXCEDENT OU DEFICIT	-24 452	-80 994

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	149 545	145 325
Bénévolat	6 390	6 225
Total	155 935	151 550
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens	149 545	145 325
Personnel bénévole	6 390	6 225
Total	155 935	151 550



Contributions volontaires

Contributions volontaires

	Exercice N 31/08/2024	Exercice N-1 31/08/2023
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	149 545	145 325
Bénévolat	6 390	6 225
Total	155 935	151 550
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	149 545	145 325
Prestations en nature		
Personnel bénévole	6 390	6 225
Total	155 935	151 550



COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/09/2023 au 31/08/2024

Annexe



Cegid
Group

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : Cons. Musique G.Colombes

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2024, dont le total est de 571 107 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un déficit de 24 452 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2023 au 31/08/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 04/12/2024 par le Conseil d'Administration.



Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2024 ont été établis et présentés conformément aux règles comptables françaises selon les prescriptions du règlement du 5 Juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement 2018-06 du 5 Décembre 2018 réformant le règlement CRC 99-01.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Règles et méthodes comptables

Subventions

A la date de la notification de la subvention de fonctionnement, le produit d'exploitation est constaté pour son montant global.

Provisions pour pension de retraite

Les engagements correspondants aux indemnités de fin de carrière ont été comptabilisés dans les comptes.

La provision pour pension de retraite a été calculée pour le personnel de plus de 55 ans.

Cotisations

Les cotisations correspondent au montant des adhésions pour la saison 2023/2024.

Contributions Volontaires

Les contributions volontaires correspondent à la mise à disposition à titre gratuit des locaux par la mairie de la Garenne Colombes et l'estimation du personnel bénévole (Président et Trésorier).

Les loyers sont estimés à partir de la valeur locative au M2 du marché local rapportée à la surface occupée par le conservatoire.

La valorisation du personnel bénévole correspond à une rémunération brute prévue pour la qualification du Président et du Trésorier et 45% de cotisations sociales.



Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

NEANT



Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	9 299			9 299
Immobilisations incorporelles	9 299			9 299
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	60 779			60 779
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	9 057			9 057
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	69 836			69 836
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	79 135			79 135



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	9 299			9 299
Immobilisations incorporelles	9 299			9 299
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	39 401	5 237		44 637
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 932	804		8 735
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	47 332	6 040		53 373
ACTIF IMMOBILISE	56 631	6 040		62 672



Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 11 785 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	4 707	4 707	
Autres	1 942	1 942	
Charges constatées d'avance	5 135	5 135	
Total	11 785	11 785	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	121 120	1 645			122 765
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	121 120	1 645			122 765
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles		1 645			



Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 446 250 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 559	12 559		
Dettes fiscales et sociales	86 770	86 770		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	346 920	346 920		
Total	446 250	446 250		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	9 840
DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	22 082
CH. SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	8 833
ETAT - AUTRES CHARGES À PAYER	2 300
Total	43 055

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	5 135		
Total	5 135		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Subvention Mairie 2024-2025	248 333		
Cotisations Adhérents 2024-2025	98 587		
Total	346 920		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 5 760 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation			745 000			745 000
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						745 000

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5	
Provisions pour risques et charges	1 645	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		179
TOTAL	1 650	179



Engagements reçus

Montant en
euros

